

Revue trimestrielle des représentants-conseils

Printemps 2023



Gestion de patrimoine
PH&N Service-conseils
en placements

Message du président



Jusqu'à maintenant, l'économie résiste très bien à la forte hausse des taux d'intérêt. Toutefois, c'est précisément cette vigueur, combinée aux tensions inflationnistes, qui a poussé les banques centrales à resserrer considérablement leur politique monétaire au cours de la dernière année. Les banques centrales semblent en voie de gagner leur guerre contre l'inflation (au Canada, la hausse des prix s'est établie à 5 % en février, soit une nette amélioration par rapport au sommet de 8,2 % atteint en février 2022). Malgré tout, l'inflation demeure résolument élevée, compte tenu de la cible de 2 % de la Banque du Canada. Les données plus solides que prévu sur l'emploi et le PIB laissent également penser qu'il faudra un certain temps pour ralentir suffisamment l'économie.

Malgré la vigueur de l'économie, nous continuons de prévoir l'avènement d'une récession, probablement au deuxième ou au troisième trimestre de l'année, et une baisse de l'inflation plus rapide que ce qu'anticipe le marché, ce qui rendrait de plus en plus inutile tout resserrement supplémentaire des banques centrales. Les taux d'intérêt pourraient revenir peu à peu à des niveaux structurellement bas, étant donné les degrés d'endettement élevés dans le monde, les tendances démographiques et le faible potentiel de croissance économique maximale.

Le rendement récent du marché a certes été éprouvant pour les investisseurs, mettant à l'épreuve leur détermination à maintenir l'orientation de leurs régimes de placement. La dernière année a été

très inhabituelle en raison de l'énorme baisse des cours des obligations et des actions. De plus, la forte hausse des taux d'intérêt a même récemment ébranlé le système bancaire mondial.

Malgré ce lot de difficultés, nous continuons de considérer que nous vivons une période de transition notable, au cours de laquelle le contexte de faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation qui s'est instauré au cours des 40 dernières années fait place à un environnement caractérisé par une remontée vers la normale historique dans les deux cas. Il importe de noter que les périodes de transition offrent souvent d'excellentes occasions de placement à ceux qui adoptent une vision à long terme et qui conservent leur patience et leur calme pendant les épisodes de volatilité. En tant que gardiens de votre patrimoine, nous demeurons vigilants pendant cette période de transition pour l'économie et les marchés, tout en maintenant notre optimisme teinté de prudence pour l'avenir.

Bon printemps !

Cordialement,

Vijay Parmar

Vijay Parmar, CPA, CA
Président
RBC PH&N Services-conseils
en placements

Prévisions pour l'économie et les marchés financiers

Le tour du monde en 80 secondes



Canada



La résilience de la croissance économique et de l'emploi continue de garder sur le qui-vive la Banque du Canada (BdC), qui évalue actuellement la nécessité de resserrer la politique monétaire pour juguler l'inflation. S'élevant à 5 %, celle-ci demeure trop élevée : la cible de la BdC est de la ramener à 2 %. L'allègement des pressions à la hausse sur les salaires et les signes croissants d'essoufflement de la demande des consommateurs donnent à penser que le cycle de relèvement des taux d'intérêt est terminé ou tire à sa fin. Les récentes difficultés rencontrées dans le secteur bancaire aux États-Unis et en Suisse ont freiné l'élan des actions, qui avaient débuté l'année en force. Les marchés font preuve de plus en plus de prudence, compte tenu des perspectives négatives des sociétés de divers domaines. Comme une récession pourrait avoir lieu dans les mois à venir, les marchés obligataires se sont redressés. Voilà une lueur d'espoir pour les investisseurs inquiets.

United States



La Réserve fédérale américaine (Fed) a continué de concentrer ses efforts sur la lutte contre l'inflation la plus élevée depuis plusieurs décennies. Elle a relevé son taux de référence pour une neuvième fois consécutive en mars, malgré les craintes que le durcissement substantiel de sa politique monétaire provoque d'importants problèmes de liquidité dans le système bancaire. L'effondrement de la Silicon Valley Bank et de la Signature Bank a semé la panique sur les marchés. Cela dit, la réaction rapide de la Fed, du département du Trésor américain, des organismes de réglementation et d'autres banques a ravivé la confiance dans le secteur et apaisé les craintes d'une crise généralisée. Bien que l'économie et l'emploi aient continué de déjouer les pronostics en faisant preuve d'une grande vigueur, les indicateurs avancés révèlent que le pays pourrait tomber en récession au deuxième ou au troisième trimestre de l'année en cours.

Europe



En dépit des craintes de voir le continent souffrir de l'arrêt des importations de pétrole et de gaz naturel de la Russie, l'Europe est parvenue à traverser les pires mois d'hiver et à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement. Elle continue de bénéficier de la reprise des voyages et du tourisme dans un contexte d'atténuation des inquiétudes liées à la COVID-19, mais doit s'adapter à la hausse des taux d'intérêt par les banques centrales, qui tentent de lutter contre une inflation supérieure à 10 %. L'assouplissement des contraintes d'approvisionnement a permis aux entreprises de résorber les retards accumulés dans les carnets de commandes pendant la pandémie. Il contrebalance les perspectives sombres et soutient les marchés financiers. La solidité du bilan des banques ainsi que l'appui considérable de la Banque centrale européenne et des principaux gouvernements devraient prévenir un nouvel effondrement bancaire comme celui de Credit Suisse.

Emerging Markets



Au début de l'année, les marchés émergents (ME) ont connu une remontée après une année 2022 difficile, et l'optimisme entourant les perspectives de l'économie mondiale s'est accru. La levée des restrictions rigoureuses liées à la COVID-19 en Chine et la vigueur continue de l'économie américaine ont ravivé la confiance. Les marchés boursiers ont toutefois rapidement cédé leurs gains face aux craintes que la Fed doive relever davantage les taux d'intérêt pour juguler l'inflation persistante. Malgré les inquiétudes, le marché chinois a surclassé ses homologues en raison de l'augmentation de la consommation intérieure, tandis que le marché indien s'est replié en raison du risque de ralentissement de la croissance mondiale découlant des hausses des taux d'intérêt. La dépréciation prévue du dollar américain, qui est fortement corrélée au surclassement des marchés émergents, devrait favoriser leurs actions au cours des mois à venir.

Marchés mondiaux des titres à revenu fixe

Par: Soo Boo Cheah, MBA, CFA, Premier gestionnaire de portefeuille, RBC Global Asset Management (UK) Limited; Joanne Lee, MFin, CFA, Première gestionnaire de portefeuille, RBC Gestion mondiale d'actifs Inc.; Taylor Self, MBA, CFA, Gestionnaire de portefeuille, RBC Gestion mondiale d'actifs Inc.

Après un bon début d'année, les obligations d'État ont souffert de la hausse des taux, du fait que la croissance économique et l'inflation sont beaucoup plus résilientes que prévu. Les banques centrales devraient donc continuer à hausser les taux d'intérêt au moins jusqu'au milieu de l'année pour freiner l'inflation, qui est encore trop élevée, ainsi que le marché du travail, qui est remarquablement vigoureux. Cela dit, nous pensons que les banques centrales augmenteront leurs taux directeurs avec beaucoup moins de vigueur qu'en 2022. L'économie a ralenti, et les hausses de prix sont moins rapides. Nous prévoyons qu'à moyen terme, l'inflation ralentira pour tendre vers les 2 % et nous croyons donc que les taux actuels rémunèrent les investisseurs de façon généreuse. Malgré les taux directeurs qui continuent d'augmenter et une récente série de faillites bancaires aux États-Unis, nous prévoyons que le rendement des obligations d'État se situera autour de 5 % au cours des 12 prochains mois, car la montée des taux à leur plus haut niveau en plus de dix ans devrait assurer une protection contre les pertes.

Les États-Unis viennent de connaître leur plus importante fuite des dépôts depuis 2008, et la Silicon Valley Bank (SVB) a été placée sous séquestre. En réponse, les investisseurs se sont tournés vers la sécurité relative des obligations d'État, ce qui a fait baisser les taux. Nous ne croyons pas que la faillite de SVB présage d'une crise systémique, car les décideurs ont réagi rapidement pour éviter les risques de contagion. En outre, la nature des événements survenus jusqu'à présent n'a pas grand-chose en commun avec les pertes catastrophiques de 2008, lorsque la principale préoccupation était la qualité des actifs du secteur bancaire. Dans le cas de SVB, les problèmes sont liés aux obligations d'État américaines : des actifs de qualité très

élevée dont la valeur a pâti de la hausse des taux d'intérêt, mais qui ne sont pas associés à un risque réel que les dettes ne soient pas remboursées.

Nous avons de bonnes raisons de penser que 2023 ne marquera pas une troisième année consécutive de rendements négatifs pour les obligations. L'une des raisons est que les rendements en revenu sont beaucoup plus élevés. L'année dernière, les rendements des titres à revenu fixe ont été particulièrement médiocres, notamment en raison de la hausse rapide et inattendue des taux d'intérêt qui n'a pas pu être compensée par des rendements faibles en début de période. La hausse des rendements en revenu se reflète particulièrement dans les obligations à court terme : les personnes qui investiraient dans une obligation du Trésor à 2 ans nouvellement émise subiraient des pertes sur une période de détention d'un an seulement si le rendement du titre faisait plus que doubler, passant à 10,0 % contre 4,8 % à ce jour.

Le marché s'attend à ce que la plupart des banques centrales augmentent les taux de 50 à 75 points de base au cours des 12 prochains mois, ce qui contraste fortement avec les centaines de points de base de resserrement monétaire effectués l'an dernier (figure 1). Bien que le rythme de l'inflation d'une année sur l'autre soit encore bien supérieur à la cible dans la plupart des pays, les hausses de prix ont nettement ralenti au cours des six derniers mois.

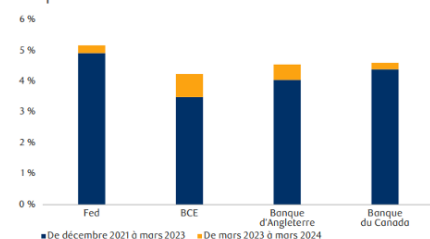
Aux États-Unis, les prix ont augmenté d'un maigre 1 % par année, si nous excluons la hausse des loyers résidentiels. Au cours de la prochaine année, nous prévoyons que l'inflation des loyers ralentira considérablement. L'incidence de la flambée des prix de l'énergie, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie l'an dernier, devrait aussi s'estomper, de même que les perturbations de chaîne logistique dues à la pandémie.

Le marché s'attend à ce que la plupart des banques centrales augmentent les taux de 50 à 75 points de base au cours des 12 prochains mois, ce qui contraste fortement avec les centaines de points de base de resserrement monétaire effectués l'an dernier (figure 1). Bien que le rythme de l'inflation d'une année sur l'autre soit encore bien supérieur à la cible dans la plupart des pays, les hausses de prix ont nettement ralenti au cours des six derniers mois.

En plus des pressions baissières sur les prix, l'activité économique a perdu de sa frénésie. Selon nos calculs, les taux directeurs corrigés de l'inflation sont aussi restrictifs qu'à l'époque d'avant la crise financière mondiale (figure 2). En outre, nous pensons que le resserrement massif n'est pas encore pleinement ressenti dans l'économie. Les signes avant-coureurs traditionnels de ralentissement économique semblent conforter notre évaluation, puisque les rendements des obligations à court terme dépassent largement ceux des obligations à long terme depuis le milieu de l'année dernière. Historiquement, cette inversion de la courbe de rendement laisse présager une récession au cours des deux années qui suivent. Nous prévoyons que la majeure partie du monde connaîtra une légère récession à la fin de 2023 ou au début de 2024, ce qui pourrait bénéficier aux prix des obligations.

Entre-temps, la résilience de l'activité économique pourrait maintenir les taux directeurs et les taux obligataires à un niveau plus élevé que ce que les investisseurs prévoyaient il y a quelques mois à peine, lorsque beaucoup pensaient que l'économie serait bien engagée dans

Figure 1 : Les taux devraient encore être relevés un peu – Variations antérieures et prévues des taux par les banques centrales



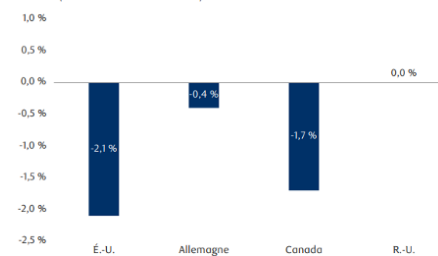
Nota : En date du 2 mars 2023. Selon les variations antérieures et les taux des swaps indexés sur le taux à un jour. Source : RBC GMA

Figure 2 : Les taux directeurs réels prévus sont très restrictifs – Sommet prévu du taux directeur corrigé de l'inflation aux États-Unis



Nota : Au 2 mars 2023. Sources : Bloomberg, Université du Michigan, calculs de RBC GMA

Figure 3 : L'inflation ralentit dans la plupart des marchés – Baisse du taux d'inflation annuel sur six mois (certains marchés)



Nota : De juillet 2022 à janvier 2023. Source : Bloomberg

la récession à l'heure actuelle. Les facteurs économiques positifs comprennent les dépenses de consommation remarquablement soutenues aux États-Unis malgré la forte hausse des coûts d'emprunt, l'hiver clément qui a eu un effet bénéfique sur le porte-monnaie des Européens, conjugué à des subventions énergétiques de plus de 5 % du PIB, et l'abandon, plus tôt que prévu, de la politique chinoise de zéro tolérance à la COVID-19 qui faisait peser un frein sur l'économie. Bien que la majeure partie du monde ait connu une désinflation au cours des six derniers mois (figure 3), il existe de fortes craintes que l'inflation s'enracine largement au-dessus de la cible. L'apaisement de l'inflation est largement attribuable à la chute des prix de l'énergie et au désengorgement partiel des chaînes logistiques, sur lesquelles les décideurs politiques ont peu de contrôle. D'un autre côté, l'assouplissement budgétaire et monétaire mis en place en réponse à la pandémie prendra plus de temps pour juguler les pressions inflationnistes. Les marchés du travail n'ont guère réagi aux mesures énergiques déployées par les banques centrales l'année dernière. L'inflation des salaires est proche de 5 % dans la plupart des économies, ce qui est supérieur à des taux compatibles avec une inflation de 2 % à long terme. En Europe et

au Japon, les travailleurs sont sur le point d'encaisser leur meilleure augmentation de salaire depuis des décennies. Une réaccélération des pressions sur les prix, couplée à un marché de l'emploi encore solide, constituerait un scénario problématique pour les obligations, car cela impliquerait la nécessité de relever les taux au-delà de ce qui est prévu pour le moment.

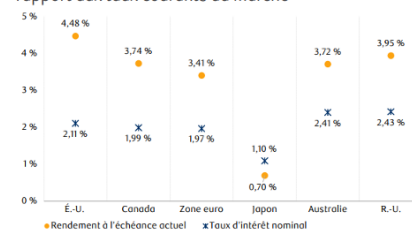
Les investisseurs en obligations se posent aussi des questions sur la viabilité des finances publiques dans un environnement de taux beaucoup plus élevés. Depuis plus d'une décennie, les banques centrales soutiennent les marchés de la dette publique en réduisant les taux d'intérêt et en achetant d'énormes quantités d'obligations. Or, ces mesures arrivent à leurs limites.

Les banques centrales s'efforcent actuellement de réduire leurs bilans massifs. En Europe, cette année marque la plus forte augmentation des encours obligataires depuis le lancement de la monnaie unique au début des années 2000, en dehors des achats des banques centrales. Aux États-Unis, l'envolée des recettes fiscales a réduit la nécessité d'émettre de nouvelles dettes, mais les inquiétudes grandissent quant à la façon de financer les déficits futurs. Ces préoccupations ne se limitent pas aux États-Unis. Les membres de la zone euro les plus faibles sur le plan fiscal, tels que l'Italie et l'Espagne, sont soumis à un examen de plus en plus minutieux de la part des investisseurs.

Dans la plupart des marchés de titres à revenu fixe, le coupon moyen lié à la dette existante demeure beaucoup plus bas que les taux en vigueur (figure 4). À mesure que l'encours de la dette arrivera à échéance et que des obligations nouvelles seront émises, les paiements de coupons augmenteront considérablement dans la catégorie des obligations d'État.

Cette évolution se produira plus rapidement dans certains marchés que

Figure 4 : Les taux des obligations d'État sont beaucoup plus élevés que les taux d'intérêt nominaux – Taux d'intérêt nominaux actuels par rapport aux taux courants du marché



Nota : Au 2 mars 2023. Source : Bloomberg, calculs de RBC GMA

dans d'autres. Aux États-Unis et au Canada, par exemple, environ 25 % de la dette d'État en cours sera renouvelée avant la fin de 2024, du fait que les gouvernements de ces pays ont une dette à court terme plus élevée. Au Japon et au Royaume-Uni, en revanche, cette part dépasse à peine 10 %, ce qui donne à ces pays un laps de temps beaucoup plus long pour s'adapter aux coûts de financement plus élevés. Dans le contexte de la politique actuelle, la proportion des dépenses annuelles du gouvernement fédéral américain attribuables aux versements d'intérêts pourrait doubler au cours de la prochaine décennie. Selon la commission des Finances du Congrès américain, cette part passerait ainsi de 6 % à 12 %. Bien qu'une montée des coûts d'emprunt soit également attendue au Canada, le contexte fiscal relativement sain du pays laisse entrevoir un déclin des ratios dette-PIB, même dans des scénarios économiques assez négatifs. Vers la fin de l'été, le Congrès des États-Unis pourrait faire face à une nouvelle confrontation budgétaire au sujet du plafond de la dette. Nous ne craignons pas vraiment une paralysie de l'appareil gouvernemental, mais l'événement pourrait attirer l'attention sur la faiblesse de la situation budgétaire du gouvernement américain à long terme.

Dans l'ensemble, nous prévoyons que le raffermissement de l'activité économique et la résilience du marché du travail, combinés à une modeste désinflation, inciteront les banques centrales à poursuivre les hausses de taux d'intérêt jusqu'au milieu de l'année, puis à faire une pause. À notre avis, les taux directeurs sont déjà suffisamment élevés pour tempérer la croissance dans la plupart des marchés. De plus, compte tenu de l'apaisement des pressions sur les prix, l'équilibre entre les risques liés à un resserrement excessif et les risques liés à un enracinement de l'inflation est meilleur qu'en 2022. La croissance et l'inflation sont déjà beaucoup plus faibles qu'il y a un an, et nous prévoyons que la plupart des économies finiront par sombrer dans la récession. Tandis que les investisseurs détourneront leur attention de l'inflation et du resserrement monétaire pour se concentrer sur le ralentissement de la croissance, les obligations devraient bien se comporter..

Article tiré des Perspectives d'investissement mondiales, publié par RBC Gestion mondiale d'actifs (Printemps 2023).

Protégez votre portefeuille de la récession grâce aux trois R

Que faire de votre portefeuille de placement lorsque l'infâme récession entre en jeu ? Rien de plus simple ! Suivez simplement la règle des trois R : réévaluer, rééquilibrer, relaxer.



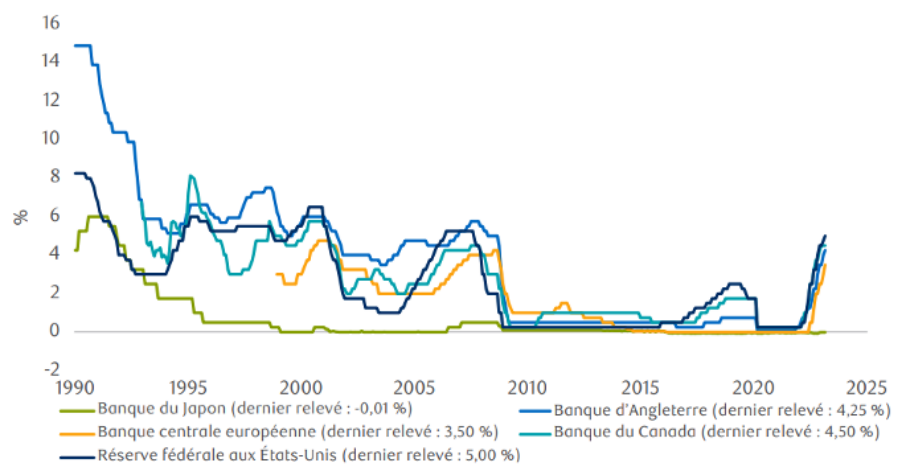
Récession : ce vilain mot à neuf lettres

La solide croissance économique consécutive à la pandémie, combinée aux perturbations des chaînes logistiques et aux hausses massives des prix de l'énergie, a provoqué une flambée de l'inflation au cours de la dernière année et demie à des niveaux jamais atteints depuis les années 1980. Presque toutes les grandes banques centrales du monde ont réagi en s'empressant d'augmenter les taux d'intérêt pour freiner la demande et reprendre le contrôle des prix. À tel point que le gouverneur de la Banque du Canada (BdC) a récemment déclaré qu'il était préférable pour notre bien-être économique à long terme d'appliquer une politique monétaire restrictive pour provoquer une récession – durant laquelle l'économie cesse de croître ou même se replie pendant deux trimestres consécutifs ou plus – plutôt que de laisser l'inflation continuer à ravager les consommateurs, l'État et les entreprises.

Pour lutter contre l'inflation, la BdC a relevé son taux directeur huit fois, le faisant passer de 0,25% au printemps de l'année dernière à 4,5% aujourd'hui. Bien que la hausse ait été forte et rapide, il

semble que les conditions économiques récentes se soient suffisamment affaiblies pour permettre à la BdC de suspendre sa phase de resserrement, ou peut-être même d'y mettre fin.

Taux directeurs des banques centrales



Malheureusement, la plupart des économistes s'entendent maintenant sur le fait qu'une forte hausse des taux, tout en s'efforçant de faire baisser l'inflation de son sommet de plus de 8 % en février 2022 à son niveau actuel de 5 %, est susceptible d'être inévitable. La question de savoir si cette récession est légère ou grave est toujours à l'ordre du jour, mais le consensus d'un « atterrissage en douceur » – où l'économie ralentit, mais n'entre pas en récession, est de plus en plus improbable.*

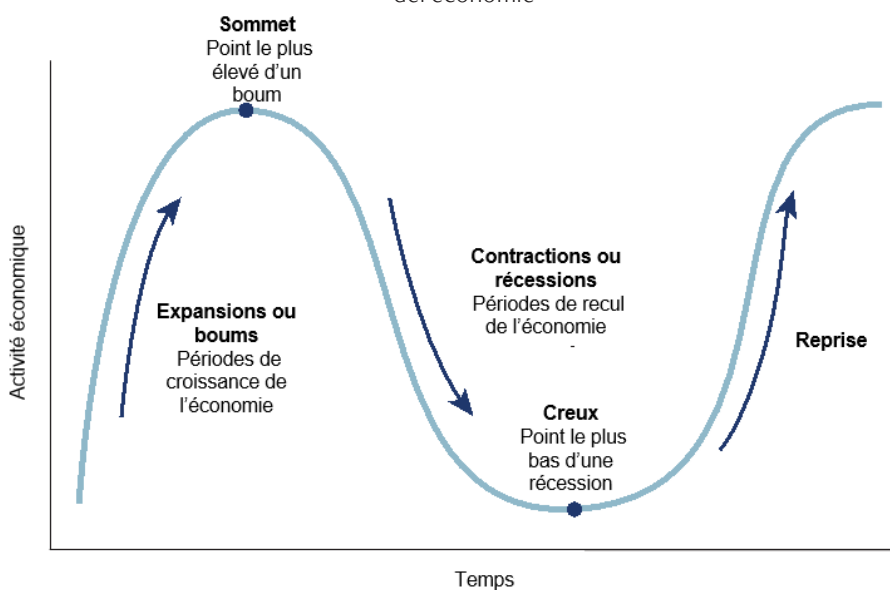
Les marchés volatils génèrent souvent de fortes réactions émotionnelles chez les investisseurs, les incitant parfois à dévier de leurs plans de placement. De telles décisions peuvent se solder par des erreurs courantes, comme le fait de prendre des risques inappropriés et irréfléchis, d'acheter à prix élevé et de vendre à bas prix, et de rester sur la touche (c.-à-d. convertir leurs placements en liquidités) pour éviter les pertes. Ce faisant, les investisseurs ratent la reprise des marchés.

avec votre conseiller en valeurs si votre situation financière ou personnelle change.

- **Rééquilibrer** : Votre portefeuille doit être équilibré de manière à maximiser vos efforts de placement visant à atteindre vos objectifs, tout en reflétant le profil de risque qui vous convient.
- **Relaxer** : Une fois que vous avez réévalué et rééquilibré votre portefeuille dans la mesure nécessaire, vous pouvez vous détendre en sachant que vous êtes sur la bonne voie pour atteindre vos objectifs.

Cycle économique (ou cycle conjoncturel)

Longue période d'alternance des phases de récession et des phases d'expansion de l'économie



Il est important de ne pas oublier que les récessions sont généralement des événements de courte durée et que votre portefeuille est conçu pour atteindre des objectifs à long terme, comme la retraite, qui se situent dans le futur et qui s'étendent sur de nombreuses années. Il est donc rarement conseillé de modifier votre plan à long terme à la suite de difficultés à court terme.

Protégez votre portefeuille de la récession

Souffrant déjà de la hausse des taux d'intérêt, et anticipant désormais une récession, les marchés obligataires et boursiers se sont mis à baisser et sont devenus volatils en 2022, reflétant ainsi le chemin nébuleux et cahoteux à parcourir. Bien que l'année 2023 ait commencé sur une base positive, les marchés boursiers ont cédé une grande partie des gains réalisés pendant l'année (heureusement, les marchés obligataires se sont mieux comportés à mesure que les hausses des taux d'intérêt se sont stabilisées).

Dans le même ordre d'idées, la modification d'un plan de placement en réaction à une récession est rarement un choix avisé. Les investisseurs auraient plutôt avantage à se tourner vers la règle des trois R :

- **Réévaluer** : La volatilité peut susciter des émotions difficiles à maîtriser, et amener une remise en question des objectifs et du plan pour les atteindre. Votre plan de placement correspond-il toujours à vos objectifs ? Votre profil de risque doit-il être revu ? Il s'agit là de questions et de préoccupations importantes que vous devez aborder

* Il est peu probable que l'économie canadienne évite un ralentissement, malgré sa résilience au début de 2023. Services économiques RBC (15 mars 2023).

Trois façons de laisser un legs par le biais des dons de bienfaisance

Adoptez une approche proactive pour maximiser le legs caritatif de votre famille



En tant que Canadiens, nous appuyons des causes importantes de bien des façons, que ce soit en donnant notre temps, notre expertise ou notre argent. Mais les dons de bienfaisance sont quelque chose que nous faisons souvent à la dernière minute, ou seulement si nous sommes sollicités. En adoptant une approche plus réfléchie, vous pouvez appuyer des causes importantes pour vous et votre famille, maximiser les incitatifs fiscaux et construire un legs durable.

Voici trois façons d'adopter une approche plus planifiée pour vos dons de bienfaisance :

1. Intégrer les dons à votre vie en faisant régulièrement des dons en espèces ou en donnant des titres non enregistrés

Les dons en espèces constituent le moyen le plus courant d'apporter une contribution aux collectivités auxquelles vous tenez et il n'a jamais été aussi facile de le faire. De nombreux employeurs offrent la possibilité de donner au moyen de retenues salariales automatiques et les organismes de bienfaisance peuvent mettre en place des options de débits préautorisés dans votre compte bancaire ou sur votre carte de crédit. Non seulement les dons planifiés permettent aux organismes de bienfaisance de mener à bien leur mission, mais ils vous aident également à planifier votre propre budget mensuel. N'oubliez pas : lorsque vous faites un don à un organisme de

bienfaisance enregistré, vous recevrez un reçu pour dons de bienfaisance que vous pourrez utiliser pour demander un crédit dans votre déclaration fiscale.

Une autre idée : si vous détenez des titres inscrits en bourse (par exemple des actions) qui se sont appréciés dans votre compte non enregistré (p. ex., qui ne sont pas détenus dans un REER ou un FERR), vous pouvez envisager d'en faire don « en nature ». En contrepartie, vous recevrez un reçu fiscal équivalent à la juste valeur marchande (JMV) des titres faisant l'objet du don. De plus, vous ne serez pas imposé sur les gains en capital accumulés sur ces titres, comme vous le seriez si vous vendiez les titres de votre vivant.

2. Organiser vos futurs dons dans le cadre de votre planification successorale

En décidant à l'avance de la répartition de vos biens, vous vous assurez que vos proches ou les organismes de bienfaisance importants seront bien pris en compte après votre décès. Il existe plusieurs façons de réaliser cet objectif.

- Vous pouvez choisir de laisser un legs en espèces au montant préétabli, ou d'ordonner que des actifs particuliers (titres inscrits en bourse ou terrains, par exemple) soient légués ; vous pouvez aussi choisir de léguer le reliquat de votre succession. Indiquer votre intention de faire un don à un organisme de bienfaisance dans votre testament présente certains avantages. Vous pouvez profiter de vos actifs de votre vivant et tout en sachant qu'à votre décès, ils reviendront aux organismes de bienfaisance qui vous tiennent à cœur comme stipulé dans votre testament.
- De plus, votre succession recevra des crédits d'impôt pour don optimisés. En règle générale, vous ne pouvez pas demander de crédit pour les dons supérieurs à 75 % du revenu net inscrit dans votre déclaration de revenus fédérale au titre d'une année spécifique. Néanmoins, vous pouvez faire valoir des dons de bienfaisance à concurrence de 100 % de votre revenu net pendant l'année de votre décès et l'année précédente.

Il peut être moins coûteux de donner des titres plutôt que des espèces

	Vente d'actions et don en espèces	Don direct d'actions
JVM du don (a)	50 000 \$	50 000 \$
Prix de base rajusté	10 000 \$	10 000 \$
Gain en capital	40 000 \$	40 000 \$
Gain en capital imposable	20 000 \$	0 \$
Impôt sur le gain en capital @ 46 % (b)	9 200 \$	0 \$
Économie d'impôt découlant du crédit d'impôt pour don (c)	23 000 \$	23 000 \$
Coût total du don = (a) + (b) – (c)	36 200 \$	27 000 \$

- Une autre façon de faire un don dans le futur, tout en bénéficiant de vos actifs de votre vivant, est d'établir une fiducie caritative résiduaire. Vous recevez un crédit d'impôt pour don immédiat, ainsi qu'un revenu de la fiducie tout au long de votre vie. À votre décès, le reste des actifs de la fiducie sera transféré directement à l'organisme de bienfaisance que vous avez désigné comme bénéficiaire (sans frais d'homologation).

Voici une autre façon fiscalement avantageuse de faire un don futur à l'organisme de bienfaisance de votre choix : faire don d'une police d'assurance vie. Vous pouvez faire don d'une police nouvelle ou existante à un organisme de bienfaisance de votre vivant, et recevoir un crédit d'impôt à faire valoir immédiatement. Vous pouvez aussi reporter le don jusqu'à votre décès, auquel cas votre succession recevra le crédit d'impôt. Dans les deux cas, l'organisme de bienfaisance choisi reçoit la prestation d'assurance vie directement à votre décès. Qui plus est, le processus d'homologation est évité, ce qui peut réduire les coûts et préserver votre confidentialité si vous le souhaitez.

3. Créer un legs durable au moyen d'un fonds orienté par le donateur

Si vous voulez établir un legs caritatif durable, pensez à un fonds orienté par le donateur. Un fonds orienté par le donateur est administré par une fondation publique. Ce type de fonds offre la plupart des avantages liés à une fondation privée, mais sans les coûts initiaux, la complexité et les responsabilités administratives constantes. Dans le cadre d'un fonds orienté par le donateur, vous versez un certain montant, recevez un crédit d'impôt pour don, investissez votre cotisation, puis versez des dons aux organismes de bienfaisance enregistrés de votre choix. Vous pouvez également nommer un successeur du fonds, par exemple l'un de vos bénéficiaires successoraux, qui pourra perpétuer votre legs après votre décès. Si vous ne nommez pas de successeur, la fondation publique continuera d'administrer votre fonds et de faire des dons conformément à vos souhaits.

Que vous donniez un peu ou beaucoup, il existe de nombreuses façons de faire une grande différence en faveur des causes qui vous tiennent à cœur. De plus, vous pouvez profiter des incitatifs fiscaux pour maximiser vos dons. Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec votre gestionnaire de portefeuille.

Le Dernier Mot

les retombées de la littératie financière



Retombées à long terme de la formation financière des jeunes

Nous sommes nombreux à avoir reçu une éducation sexuelle de la part de nos parents à l'adolescence. Aussi malaisantes ces discussions puissent être, la majorité des parents sont d'avis qu'elles sont essentielles au bien-être de leurs enfants. Elles les aident à éviter les mauvaises décisions que prennent malheureusement trop de jeunes – et moins jeunes – adultes. Ces conversations, parfois difficiles mais éclairantes, nous ont aidés à prévenir les embûches et nous seront utiles tout au long de notre vie.

« Quelles sont les différences entre une action et une obligation ? »

L'éducation financière est également primordiale. En acquérant des connaissances sur les revenus, l'élaboration d'un budget, les prêts, les dépenses, l'épargne et les placements, les jeunes auront plus de facilité à traverser les difficultés financières. Malheureusement, le niveau de littératie de la population canadienne continue d'être faible. Abacus Data a mené un sondage au nom de l'Association des banquiers canadiens. Seulement 13 % des Canadiens ont répondu correctement aux cinq questions de connaissances financières de divers

degrés de difficulté, et plus du tiers n'a eu la bonne réponse qu'à deux questions ou moins. En raison de ce problème de longue date, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada du gouvernement fédéral a renouvelé sa Stratégie nationale pour la littératie financière en 2021. Ce plan d'une durée de cinq ans vise à aider les Canadiens à accroître leur « résilience financière » grâce à l'éducation et à la sensibilisation.

Dollars et gestion

Pour de nombreux Canadiens fortunés, les préoccupations portent davantage sur la façon dont leurs enfants géreront tout au long de leur vie le patrimoine qu'il leur sera légué. Grâce à de bonnes connaissances financières, les enfants seront en mesure de prendre des décisions éclairées à mesure qu'ils feront croître leur patrimoine et ainsi éviter les erreurs coûteuses. Selon les experts en littératie financière de RBC Gestion de patrimoine, de bonnes compétences financières renforcent la résilience face aux événements prévisibles et imprévisibles de la vie. Apprendre à gagner, à dépenser, à épargner et à investir de l'argent judicieusement contribue au bien-être et à la stabilité générale.

Noah Booth, jeune auteur canadien parrainé par RBC Gestion de patrimoine, a publié un livre pour sensibiliser les adolescents à la valeur de l'argent. Comme il le mentionne dans son livre *A Rich Future : Essential Financial Concepts for Youth*, ce n'est pas tout le monde qui arrive à bien gérer son argent. La littératie financière est la clé pour renverser cette dynamique.

« Il y a un manque de connaissances chez les enfants du monde entier, affirme Noah Booth. Certains ont accès à des renseignements venant de leurs parents, de leur école et d'autres formes de littératie financière, tandis

que d'autres n'y ont tout simplement pas accès. Si vous avez de bonnes connaissances financières et que vous gérez intelligemment votre argent, vous profitez d'un avantage considérable dans la vie, dès le début. »

Selon lui, les personnes qui apprennent à bien gérer leur argent dans leur jeunesse jouissent d'une plus grande stabilité à l'âge adulte. « La littératie financière est d'une importance capitale, dans la mesure où l'argent fait partie de la vie de chacun. À un moment de votre vie, vous devrez payer votre nourriture, votre logement, vos transports. Nous devons tous gérer de l'argent. Je pense que ça va de pair avec d'autres éléments clés qui sont enseignés, comme le bien-être physique et le bien-être mental. »

Il est essentiel que vous consacriez du temps et des efforts pour que vos enfants disposent des connaissances nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées tout au long de leur vie afin d'assurer leur bien-être et leur réussite à long terme. Si vous possédez les compétences requises, vous êtes bien placés pour discuter de finance avec eux. Votre gestionnaire de portefeuille peut aussi vous aider en mettant à votre disposition ses connaissances ainsi que des ressources d'apprentissage fort utiles. N'hésitez pas à communiquer avec nous sur l'importance de la littératie financière pour vos enfants.



VOUS TENIR INFORMÉ

Nos bureaux ont maintenant rouvert leurs portes et nous sommes ravis de vous accueillir à nouveau chez RBC PH&N SCP. Comme toujours, vous êtes plus que les bienvenus à nous contacter par téléphone ou par courriel, et nous restons disponibles à votre convenance pour vous rencontrer virtuellement, selon vos préférences.



Gestion de patrimoine
PH&N Service-conseils
en placements

Les rendements antérieurs ne sont pas garants des résultats futurs. La Revue trimestrielle des représentants-conseils est publiée par RBC Phillips, Hager & North Services-conseils en placements inc. (RBC PH&N SCP). Les renseignements contenus dans ce bulletin sont fondés sur des données jugées fiables, mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude ni l'intégralité, et ils ne doivent pas être interprétés comme tels. Les personnes et les publications citées ne représentent pas nécessairement l'opinion de RBC PH&N SCP. Ces renseignements ne constituent pas des conseils de placement ; ils ne doivent servir qu'à des fins de discussion avec votre gestionnaire de portefeuille de RBC PH&N SCP. Ainsi, vous serez certain que l'on tiendra compte des particularités de votre situation et que les décisions prises reposeront sur les données les plus récentes. RBC PH&N SCP, ses sociétés affiliées ni aucune autre personne n'acceptent en aucun cas la responsabilité de toute perte directe ou indirecte découlant de toute utilisation de ce rapport ou des données qui y sont contenues. Ce document est présenté uniquement à des fins d'information et ne doit d'aucune façon être considéré comme une source de conseils en matière de fiscalité ou de droit. Le lecteur devrait consulter un fiscaliste ou un avocat avant de prendre une décision sur la base des informations contenues dans ce document. RBC PH&N SCP n'offre pas forcément tous les produits et services mentionnés dans ce document. Cependant, les partenaires de RBC peuvent les proposer. Communiquez avec votre gestionnaire de portefeuille si vous voulez que l'on vous adresse à l'un de nos partenaires RBC qui offre les produits ou services énoncés. RBC PH&N SCP, RBC Gestion mondiale d'actifs Inc., RBC Private Counsel (USA) Inc., la Société Trust Royal du Canada, la Compagnie Trust Royal, RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. Les membres de l'équipe Services de gestion de patrimoine RBC sont des employés de RBC Dominion valeurs mobilières Inc. RBC PH&N SCP est une société membre de RBC Gestion de patrimoine, division opérationnelle de Banque Royale du Canada. ® / MC Marque(s) de commerce de Banque Royale du Canada. RBC, RBC Gestion de patrimoine et RBC Dominion valeurs mobilières sont des marques déposées de Banque Royale du Canada, utilisées sous licence. © RBC Phillips, Hager & North Services-conseils en placements inc. 2023. Tous droits réservés.

(04/2023)